

48^{ème} FORUM DES ÎLES DU PACIFIQUE

APIA, SAMOA

5 – 8 septembre 2017

COMMUNIQUÉ DU FORUM



**SECRETARIAT GENERAL DU FORUM DES
ÎLES DU PACIFIQUE**

48^{ème} Forum des îles du Pacifique

Apia, Samoa

5 - 8 septembre 2017

**COMMUNIQUÉ DU
FORUM**

Le 48^{ème} Forum des Îles du Pacifique s'est tenu à Apia, Samoa du 5 au 8 Septembre 2017. Des chefs d'Etats, de Gouvernement et de territoires venus d'Australie, des Îles Cook, des Etats Fédérés de Micronésie, de Polynésie Française, de la République de Kiribati, de la République des îles Marshall, de la République de Nauru, de Nouvelle Calédonie, de Papouasie Nouvelle-Guinée, des Samoa, des îles Salomon, de Tonga, de Tuvalu et du Vanuatu, y ont participé. La République de Palau était représentée par son Vice-Président, La République de Fidji, était représentée par le Ministre de la Défense et de la Sécurité Nationale, la Nouvelle Zélande par le Ministre des Affaires Etrangères et Niue par le Ministre des Services Sociaux. La Retraite des Dirigeants du Forum s'est tenue à l'hôtel Taumeasina Island Resort, le 8 Septembre 2017.

2. Tokelau a participé au sommet en qualité de membre associé. Les Samoa Américaines, Wallis et Futuna, le Secrétariat des Etats ACP; la Banque de Développement Asiatique, Le Secrétariat du Commonwealth, les Nations Unies (ONU), la Commission des Pêches pour le Pacifique Central et Occidental (WCPC), l'Organisation Internationale pour la Migration, et la Banque Mondiale ont participé en qualité d'observateur. Le Conseil des Organisations Régionales du Pacifique (CROP), l'Agence des Pêches du Forum des Îles du Pacifique (PIFFA), l'Association du Pacifique pour l'Energie (PPA); La communauté du Pacifique Sud (CPS); The South Pacific Tourism Organisation (SPTO); le Secrétariat Général du Programme Régionale pour l'Environnement dans le Pacifique (SPREP); et l' Université du Pacifique Sud (USP) étaient représentés par leurs directeurs respectifs, ainsi que par des hauts-fonctionnaires.

3. Les dirigeants du Forum ont exprimé leur gratitude envers le Premier Ministre, le Gouvernement et le peuple des Samoa pour l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé à toutes les délégations. Les dirigeants ont salué l'excellent travail de préparation et de facilitation de la réunion des dirigeants et des réunions connexes, ayant permis aux dirigeants d'avoir des discussions constructives et inclusives et ainsi contribué au succès du 48^{ème} Forum.

LE PACIFIQUE BLEU-NOTRE ARCHIPEL—NOTRE SECURITE AU TRAVERS DU DEVELOPEMENT DURABLE, DE LA GESTION ET DE LA CONSERVATION

4. Les dirigeants ont **réaffirmé** comme plateforme régionale d'actions le *Cadre pour un Régionalisme dans le Pacifique (FPR)* pour renouveler leur engagement à mener une politique régionale destinée à concrétiser la vision des dirigeants pour une région socialement inclusive, prospère, sûre, en paix et en harmonie pour que les peuples du Pacifique puissent être libre, en bonne santé et en mesure de mener une vie productive.

5. Les dirigeants ont également **réaffirmé** l'importance de s'approprier l'agenda régional en s'appuyant sur un processus de développement des politiques, transparent et inclusif. Les dirigeants ont **reconnu** l'importance d'établir un processus de dialogue avec le membre associé, les observateurs, les partenaires de dialogue du Forum, les directeurs du CROP, la société civile, et le secteur privé pour éclairer la réunion des dirigeants.

6. Les dirigeants **ont approuvé** l'idée de faire de l'identité *Pacifique Bleu (Pacific marin)* le moteur principal de l'effort collectif destiné à faire progresser la vision des dirigeants en s'appuyant sur le *Cadre pour un Régionalisme dans le Pacifique*. Par cette approbation, les dirigeants **ont reconnu** le *Pacifique Bleu* comme une nouvelle trame narrative qui requiert un leadership inspiré et un engagement sur le long terme du Forum à agir comme un Continent Bleu, au niveau de la politique étrangère. En ce qui concerne les changements au niveau des contextes régionaux et mondiaux, les dirigeants ont reconnu que le *Pacifique Bleu* représentait une opportunité de renforcer le potentiel de notre gestion partagée de l'Océan Pacifique tout en réaffirmant les liens entre les ressources naturelles, la culture, l'environnement et la vie des populations du Pacifique.

7. Les dirigeants ont également **reconnu** que le *Pacific Bleu* concerne tous les habitants du Pacifique conscients de leurs besoins et de leur potentiel et capable de s'approprier leur agenda de développement, en agissant au service de l'intérêt général. *Le Pacifique Bleu* est le catalyseur d'un régionalisme renforcé dans le Pacifique.

8. Les dirigeants **ont réaffirmé** leur soutien à la politique régionale ainsi qu'au renforcement du rôle du commissaire chargé de l'Océan Pacifique en ce qui concerne la coordination et la défense des problèmes cross-sectoriels liés aux océans. Les dirigeants **ont demandé** l'ouverture de négociations au sein des Nations Unies sur un nouvel accord de mise en œuvre concernant la Conservation et l'Utilisation Durable de la Biodiversité dans les Zones situées au-delà des Juridictions Nationales.

9. Les dirigeants se **sont engagés** à accélérer le développement de politiques destinées à interdire l'utilisation d'emballages en polystyrène et de sacs en plastique à usage unique. Les dirigeants **ont demandé** aux partenaires du Pacifique de s'associer à leurs efforts et de s'engager à agir pour lutter contre la pollution et les débris marins pour préserver l'intégrité environnementale du Pacifique, au bénéfice de la planète, des populations et de la prospérité.

10. Les dirigeants ont appelés de leurs vœux un effort régional collectif visant à établir et s'assurer de la reconnaissance de la protection permanente de l'intégrité des zones maritimes

face aux impacts du changement climatique et de la montée des eaux. Les dirigeants ont noté le leadership des Îles Cook, de la Polynésie Française, de la Nouvelle-Calédonie, du Vanuatu et de Palau en matière de gestion intégrée de l’océan dans leur espace maritime et leur ZEE.

ANALYSE DE LA GOUVERNANCE REGIONALE ET DU FINANCEMENT

11. Compte tenu de la nécessité d’une mise en œuvre cohérente des décisions des dirigeants du Forum, et du besoin de résoudre le problème de la fragmentation du soutien des acteurs à l’agenda politique régional, les dirigeants ont confirmé qu’ils constituent le sommet de l’architecture régionale et qu’ils sont décideurs des priorités régionales et de l’allocation des ressources. Les dirigeants **se sont engagés** à garantir une mobilisation gouvernementale globale en ce qui concerne l’agenda en faveur du régionalisme pour renforcer l’architecture régionale ; l’optimisation des ressources, des actions et des initiatives régionales ; l’intégration de l’agenda du Forum au sein du CROP et de ses agences, y compris au niveau ministériel, et de la gouvernance ; et enfin pour initier un processus, porté par les membres, visant à faire converger les plateformes des réunions régionales ainsi que les processus de sélection des priorités.

12. En ce qui concerne la mise en œuvre de l’agenda du Forum, bien que conscients des besoins et des priorités nationales, les dirigeants ont **encouragé** les donateurs et partenaires de la région à aligner leurs ressources, y compris par l’intermédiaire de la tenue régulière d’une table ronde en marge de la Réunion des Ministres de l’Economie du Forum (FEMM).

13. Les dirigeants ont **demandé** au CROP et à ses agences de s’assurer que leurs réunions et leurs agendas soient rationalisés afin de pouvoir mettre en avant l’agenda du Forum de manière synchronisée. Les dirigeants ont également **demandé** au Président du CROP de travailler en étroite collaboration avec les directeurs d’agences du CROP et leurs conseils de gouvernance respectifs afin de développer un plan de mise en œuvre pour les recommandations ci-dessus et de rendre compte des progrès aux dirigeants.

LES PRIORITES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

14. En approuvant *la Feuille de route du Pacifique pour le Développement Durable*, les dirigeants ont **réaffirmé** la place centrale du *Cadre pour un Régionalisme dans le Pacifique* dans la contextualisation des engagements mondiaux pris dans le cadre de l’Agenda 2030 et de *SAMOA, la Voie à Suivre*. Les dirigeants **ont reconnu** et salué le travail du groupe de travail sur les objectifs de développement durable, ainsi que celui de tous les acteurs clés qui ont œuvré à la préparation du PRSD. Les dirigeants **se sont engagés** à agir collectivement, au niveau national et régional, afin de s’assurer que personne n’est laissé pour compte et que les ressources requises sont sécurisées. Les dirigeants **ont reconnu** que les 5 éléments de la feuille de route fournissaient les orientations nécessaires pour atteindre les objectifs de l’Agenda 2030 dans la région. Les éléments sont les suivantes: (i) leadership et coordination ; (ii) plaidoyers et communication; (iii) suivi régional et indicateurs; (iv) signalement intégré; (v) soutenir les moyens de mise en œuvre.

15. Les dirigeants **se sont mis d'accord** pour renforcer la solidarité dans le Pacifique en mettant en place des actions collectives s'appuyant sur une meilleure appropriation et de meilleurs retours du *Pacifique Bleu* qui se traduiront par des initiatives spécifiques concernant notamment les priorités suivantes:

(a) Pêcheries

16. Les dirigeants ont **reconnu** les progrès du groupe de travail sur les pêcheries dans la mise en œuvre de son programme de travail préalablement approuvé et **ont pris note** de la nécessité d'une cohérence au niveau des politiques nationales pour soutenir les positions politiques régionales, comme illustrée par le Rapport sur la Cartographie Politique du Thon. Les dirigeants ont également pris note du besoin de poursuivre les consultations avec les spécialistes des pêches concernant les recommandations du rapport. A l'issue de leurs discussions avec les acteurs, les dirigeants ont reconnu que la demande croissante pour les ressources halieutiques dans la région nécessitait des approches cohérentes et coordonnées pour répondre à des problèmes multidimensionnels, notamment la pêche illégale, non règlementée et non signalée, ou le contrôle, le suivi et la surveillance.

17. Les dirigeants **ont pris note** des craintes selon lesquelles la négociation de nouvelles mesures de gestion concernant le thon tropical au sein de la Commission des Pêches pour le Pacifique Central et Occidental serait utilisée par certains membres de la WCPFC, y compris certains partenaires de dialogue du Forum comme un moyen de saboter les mesures prises par des membres du Forum dans le cadre de l'exercice de leur souveraineté et conformément au droit international. Les dirigeants ont demandé aux partenaires en question de retirer toute proposition basée sur les Etats de Pavillon et de soutenir activement les efforts des membres visant à tirer des bénéfices de la gestion durable des pêches dans leur ZEE.

(b) Changement Climatique et Résilience

18. les dirigeants **ont réaffirmé** leur soutien à une mise en place pleine et entière du Cadre pour un Développement Résilient dans le Pacifique (FDRP) pour refléter les engagements de l'accord de Paris, et ils ont demandé au Secrétariat Général d'entamer un processus en vue de cette élaboration.

19. Les dirigeants **ont soutenu** l'idée d'une période d'essai initiale d'une durée de deux ans de l'accord de gouvernance du Partenariat pour la Résilience dans le Pacifique (PRP) approuvé par le groupe de travail PRP afin de s'assurer que le FDRP soit mis en place efficacement et de manière assez flexible pour permettre la participation des membres dans le groupe de travail. Enfin, les dirigeants ont garanti que le Secrétariat General soutiendrait la mise en œuvre du FDRP.

20. En ce qui concerne les questions de fragilité et de vulnérabilité, les dirigeants **ont réitéré** leur demande auprès de la Banque Mondiale en faveur de l'adoption d'une définition élargie du

terme « fragilité » prenant en compte les types de vulnérabilités auxquelles les membres du Forum doivent faire face.

21. Les dirigeants se **sont réjouis** de l'entrée en vigueur anticipée de l'Accord de Paris sur le Changement Climatique en novembre 2016, lors de la 22^{ème} Conférence des Parties (COP 22) à Marrakech, et ils ont **réaffirmé** l'engagement du Forum à continuer à travailler avec ceux qui demeurent fermement décidés à remplir les engagements pris dans l'Accord de Paris. Les dirigeants **se sont réjouis** de l'adoption de l'amendement de Kigali au Protocole de Montréal sur les substances nocives pour la couche d'ozone (« Protocole de Montréal ») et ils ont encouragé les membres du Forum à le ratifier.

22. Les dirigeants ont **reconnu** que la 23^{ème} Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (COP 23) représentait une opportunité pour le Pacifique de capitaliser sur les résultats de la Conférence sur les Océans et ont **affirmé** leur soutien à la présidence de la COP 23 assurée par Fidji.

23. Les dirigeants **ont salué** les 5 priorités clés identifiées par Fidji pour la Présidence de la COP 23: (i) établir un dialogue de facilitation; (ii) les orientations et les règles de mise en œuvre de l'accord de Paris ; (iii) le programme pour les populations locales, les peuples premiers et les questions de genre ; (iv) Adaptation, pertes et dommages ; (v) une feuille de route Océans 2020 renforçant la nexus océans-changement climatique.

24. Compte tenu de la forte vulnérabilité des pays membres du Forum face aux impacts du changement climatique, les dirigeants **ont appelé** la communauté internationale à agir de manière urgente et ambitieuse pour contrer les effets du changement climatique, notamment en mettant à disposition des fonds pour mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national par les pays partenaires, finaliser les orientations de l'accord de Paris en 2018, et le lancement d'un processus visant à mettre en place le dialogue de facilitation.

25. Les dirigeants **ont chargé** le Secrétariat General de coordonner, en consultation avec les membres, le travail des agences du CROP en préparation de la COP 23 à Bonn, Allemagne. Les dirigeants se sont mis d'accord pour demeurer pleinement engagés lors des réunions de préparation internationales et régionales, y compris la réunion pré-COP qui se tiendra à Nandi, les 17 et 18 octobre 2017.

26. Les dirigeants ont soutenu la candidature des Etats membres éligibles au Fond Vert sur le Climat, y compris celle de Nauru.

(c) PACER Plus

27. Les dirigeants ont salué la signature de PACER Plus à Nuku'alofa, Tonga, le 14 juin 2017, comme une étape clé, en prenant note du fait que 11 pays membres du Forum sont déjà signataires.

SECURITE

(a) Contaminants Radioactifs en République des Iles Marshall

28. Les dirigeants **ont rappelé** que la République des Iles Marshall avait été placée par la communauté internationale sous la tutelle des Nations Unies, administrée par les Etats-Unis. L'ONU et les Etats-Unis ont donc la responsabilité d'encourager une résolution juste et permanente du problème dans l'intérêt du peuple des Iles Marshall. Les dirigeants se **sont réjouis** des recommandations dans le rapport du Rapporteur Spécial, soumis au Conseil des Nations Unies sur les Droits de l'Homme en septembre 2012, et de la déclaration du Secrétaire General de l'ONU le 14 Aout 2016 selon laquelle "résoudre ce problème est crucial pour l'avenir des Iles Marshall » et sa promesse que les entités des Nations Unies concernées sont prêtes à répondre aux demandes d'assistance.

29. Les dirigeants **ont soutenu** les actions bilatérales, régionales et multilatérales visant à aider les Iles Marshall à engager des discussions avec les Etats-Unis dans le but de trouver une solution juste et justifiée concernant le programme d'essais nucléaires américain et ils se sont mis d'accord pour envoyer des lettres au gouvernement américain l'encourageant à agir de façon plus significative pour limiter les impacts actuels des essais nucléaires, ainsi qu'au Secrétaire General de l'ONU, concernant toute demande d'assistance soumise par les Iles Marshall aux agences compétentes des Nations Unies, et toute autre mesure permettant de limiter l'impact actuel des essais nucléaires dans le Pacifique.

30. Les dirigeants **ont rappelé** la décision prise en 2016 et ont confirmé l'aide des agences du CROP aux Iles Marshall, coordonnée par le Secrétariat General du Forum visant à limiter les impacts des essais nucléaires, notamment les conséquences sur la santé, les droits de l'homme et la contamination environnementale. Les dirigeants ont également **chargé** le Secrétariat General de rendre compte des actions entreprises à ce sujet.

(b) RAMSI

31. En ce qui concerne l'évolution du régionalisme dans le Pacifique depuis le 47^{ème} Forum, en 2016, les dirigeants **ont salué** la conclusion de RAMSI et ont reconnu la mission comme un exemple de coopération régionale et de diplomatie, symbolisant plus d'une décennie de partenariat et de coopération entre les membres du Forum.

32. Les dirigeants **ont félicité** le gouvernement et le peuple des Îles Salomon pour le succès de RAMSI et **ont exprimé** leur gratitude pour le soutien apporté par les membres du Forum à RAMSI, se traduisant par le déploiement de moyens humains ainsi que par une mobilisation significative de ressources de la part de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

33. En ce qui concerne la recommandation de la Réunion des Ministres des Affaires Etrangères du Forum demandant l'expansion et le renforcement des actions communes en faveur de la sécurité régionale, en raison des menaces sécuritaires émergentes qui pèsent sur notre région. Les dirigeants **se sont mis d'accord** pour développer de futures stratégies régionales fondées sur la déclaration de Biketawa et autres déclarations du Forum relatives à la

sécurité. Les dirigeants ont également reconnu le besoin d'étendre la définition du concept de sécurité pour y inclure la sécurité des personnes et l'aide humanitaire, en priorisant également la sécurité environnementale et la coopération régionale dans la construction de la résilience face aux catastrophes naturelles et au changement climatique. Les dirigeants **ont chargé** le Secrétaire Général d'initier des consultations en vue de développer une déclaration exhaustive Biketawa Plus qui sera soumise aux dirigeants lors de leur prochaine réunion.

34. Dans leurs discussions avec différents acteurs, les dirigeants **ont reconnu** l'importance de renforcer la coopération et le partage d'information. Les dirigeants ont aussi **reconnu** l'importance des problèmes liés à la cyber-sécurité.

(c) Tensions dans le Nord du Pacifique

35. Les dirigeants **condamnent** les essais nucléaires et de missiles balistiques conduits de manière répétée par la Corée du Nord et la menace qu'ils font peser sur Guam, qui constitue également une menace pour le Pacifique en général. Les dirigeants se sont également mis d'accord sur l'importance de s'assurer que les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU soient bien mises en place.

36. Les dirigeants se sont engagés à radier tous les navires de commerce ou de pêche nord-coréens répertoriés sur les registres des Etats du Pacifique. L'Australie et la Nouvelle-Zélande aideront les Etats membres au niveau de la collecte d'informations nécessaires à l'identification de navires nord-coréens illégalement répertoriés, et ont offert de compenser la charge financière occasionnée.

(d) Papouasie Occidentale (Papua)

37. Les dirigeants ont salué les discussions constructives entre les membres du Forum et l'Indonésie au sujet des droits de l'homme et des élections en Papouasie Occidentale et encouragent la poursuite du dialogue de manière ouverte et constructive.

ADHESION ET REUNION DU FORUM

38. Sous l'impulsion du *Pacifique Bleu* et dans la continuité des tables rondes introduites dans l'organisation du Forum par le Gouvernement de Samoa cette année, Les dirigeants ont réaffirmé qu'ils s'engageaient à redynamiser le dialogue avec tous les acteurs afin de garantir un engagement plus fort et significatif.

(a) Chartes des Réunions Ministérielles

39. Dans la même perspective, les dirigeants **ont étudié** les chartes des réunions ministérielles visant à s'assurer d'un meilleur alignement et d'une meilleure cohérence au niveau des priorités de l'agenda régional, soutenant la réalisation de la vision et des objectifs du *Cadre pour un Régionalisme dans le Pacifique*.

40. Les dirigeants **ont approuvé** la charte des Ministres des Affaires Etrangères du Forum ainsi que celle relative à la Réunion des Ministres de l'Economie.

41. Les dirigeants **ont accepté** que la pêche et le changement climatique soient inscrits dans la liste des sujets nécessitant l'attention permanente des dirigeants compte tenu du fait que ces deux sujets sont des priorités régionales et qu'ils nécessitent une approche gouvernementale globale, et en premier lieu le contrôle attentif des dirigeants.

(b) Adhésion au Forum

42. Les dirigeants ont souligné le fait que la Polynésie Française avait déposé ses instruments de ratification pour formaliser son statut de membre à part entière. La Nouvelle Calédonie a presque finalisé ses instruments de ratification. Les dirigeants se sont mis d'accord sur le fait que les textes officiels seraient uniquement rédigés en anglais.

43. Les dirigeants ont également souligné que les futures candidatures devraient répondre à des critères prédéfinis et suivre la procédure officielle.

STRATEGIE DE FINANCEMENT DURABLE DU SECRETARIAT GENERAL DU FORUM DES ILES DU PACIFIQUE

44. Les dirigeant **ont insisté** sur la nécessité de démontrer que les membres partagent de manière équitable la propriété du Secrétariat Général et que ce dernier bénéficie d'un financement adéquat et stable afin de pouvoir continuer à remplir son rôle d'organisme indépendant fournissant des conseils stratégiques de qualité en vue de faire progresser le régionalisme dans le Pacifique.

45. Les dirigeants **ont accepté** de retarder la mise en place de *la Stratégie de Financement Durable* du Secrétariat Général mettant à jour les parts des membres établies par *l'Accord Etablissant le Secrétariat Général du Forum des Iles du Pacifique*, datant de 2000. Ils ont demandé qu'un travail supplémentaire soit fait sur les modalités de financement durable à mettre en œuvre, qui seront étudiées lors de la prochaine réunion. Les dirigeants ont pris note de la position particulière dans laquelle se trouvait les petits états insulaires, du fait de leur petite taille et de leur manqué de capacité.

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE LA SECRETAIRE GENERALE

46. Les dirigeants ont unanimement accepté de Dame Meg Taylor, DBE, dans ses fonctions de Secrétaire Générale pour un second mandat de trois ans.

INITIATIVES NATIONALES

(a) Mécanismes d'assurance

47. Les dirigeants **ont étudié** l'idée de mettre en place un mécanisme d'assurance contre les effets du changement climatique (PICCIF) et ont pris note du fait qu'un groupe de travail serait mis en place pour l'approfondir. Les dirigeants ont décidé que le groupe de travail rendrait compte des progrès effectués à la Réunion des Ministres de l'Economie en 2018, et ensuite aux dirigeants.

48. Les dirigeants ont aussi été mis au courant des progrès effectués concernant la mise en place de l'initiative PCRAFI, qui est maintenant opérationnelle.

(b) Pacific Connect

49. Les dirigeants ont pris note de l'initiative australienne *Pacific Connect* visant à renforcer les liens entre les dirigeants australiens et ceux du Pacifique dans le public et le privé.

(c) Dispense de Visa (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

50. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a informé les dirigeants qu'elle était en train de formaliser une procédure dispensant les ressortissants des pays du Pacifique de visa lors de leur séjour en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et a encouragé tous les membres du Forum à en faire de même pour renforcer l'intégration régionale.

(d) Gestion de l'Espace et Trafic Aérien

51. Les dirigeants ont reconnu qu'il était important et urgent de se pencher sur la question de l'accès équitable au trafic aérien, y compris en ce qui concerne la maximisation des avantages liés à l'appropriation de la gestion de l'espace par SIS. Les dirigeants ont également reconnu qu'il était essentiel d'aborder ces questions comme deux sujets distincts.

(e) Résolution de l'ONU sur les Déplacements de Population Causés par le Changement Climatique

52. Les dirigeants **ont examiné** la proposition de résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies visant à protéger les populations déplacées par le changement climatique.

AUTRES SUJETS

(a) Conclusions des Dirigeants des Petit Etats Insulaires

53. Les dirigeants ont pris note du compte rendu des décisions prises par les dirigeants des petits Etats insulaires.

(b) Candidature

54. Les dirigeants ont:

- (i) **Réaffirmé** leur soutien à la candidature des îles Cook à un siège au sein du Conseil Exécutif de l'UNESCO pour la période 2017-2020, déjà approuvée par les dirigeants du Forum en 2016.
- (ii) **Soutenu** la candidature de Fidji à un siège au sein du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies pour la période 2019-2021;
- (iii) **Réaffirmé** leur soutien à la candidature de l'Australie à un siège au sein du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies pour la période 2018-2020, déjà approuvée par les dirigeants du Forum en 2016.

(c) Ouragan Irma dans les Caraïbes

55. Les dirigeants ont exprimé leur forte solidarité envers les peuples d'Antigua-et-Barbuda et des Caraïbes, suite à la destruction et aux pertes de vies humaines causées par le passage de l'ouragan Irma. Les dirigeants ont souligné qu'Irma était l'un des ouragans de Catégorie 5 les plus violents de l'histoire à avoir frappé les Caraïbes et ont appelé la communauté internationale à apporter tout le soutien nécessaire et à acheminer des fournitures de secours dans les plus brefs délais.

56. Les dirigeants ont rappelé l'impact des récents cyclones dans le Pacifique, en particulier au niveau des infrastructures et des économies des petits Etats. Les dirigeants ont réitéré qu'il était essentiel que la Communauté Internationale prenne conscience de la menace existentielle que représente le changement climatique pour le Pacifique, les Caraïbes et le Commonwealth, ainsi que de la nécessité absolue de fournir un soutien adapté pendant que les petits Etats continuent à adopter des approches résilientes et innovantes pour poursuivre la mise en œuvre d'un agenda de développement et atteindre les objectifs fixés par les ODDs.

LIEU DU PROCHAIN SOMMET

57. Les dirigeants ont confirmé que Nauru accueillerait le Forum en 2018.